

Un « cerveau » du génocide devant le TPI
Rwanda.
Le procès du colonel Bagosora s'est ouvert hier à
Arusha.

Jean Chatain

L'Humanité, 3 avril 2002

Le Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR) a entamé hier à Arusha (Tanzanie) le procès du colonel Théoneste Bagosora, l'un des organisateurs en chef du génocide de 1994 au Rwanda. Agé de soixante et un ans, cet ancien chef de cabinet du ministère de la Défense comparaitra aux côtés de trois autres anciens officiers supérieurs, tous accusés de crimes contre l'humanité.

Arrêté au Cameroun en 1996, le colonel Bagosora est considéré par le parquet comme une clé de voûte de la préparation et de l'exécution du génocide au cours duquel un million de Tutsi et d'opposants Hutu ont été massacrés par des miliciens extrémistes Hutu et des soldats, d'avril à juillet 1994. Après l'attentat contre l'avion du président Juvénal Habyarimana, le 6 avril 1994, le colonel Bagosora a "de facto" pris le contrôle des affaires politiques et militaires du Rwanda. Il a présidé, dans la nuit du 6 au 7 avril, une réunion d'officiers dans laquelle il a été décidé d'écarter de la gestion de la crise le premier ministre Agathe Uwilingiyimana, favorable aux négocia-

tions avec la rébellion du Front patriotique rwandais (FPR). Mme Uwilingiyimana était assassinée avec son époux le 7 avril au matin par des membres de l'armée, ainsi que dix soldats belges membres de son escorte. Le président de la Cour suprême, Joseph Kavaruganda, lui aussi d'origine Hutu, était tué le même jour et dans les mêmes conditions. Ces meurtres politiques "ciblés" étaient aussitôt noyés dans les massacres "ethniques", ceux frappant systématiquement les familles Tutsi.

De par sa naissance, Bagosora était membre de l'Akazu, entendez le gang clanique organisé autour de et par la femme du président Habyarimana. Il fut l'un des organisateurs des "réseaux zéro" (1992) et autres escadrons de la mort. Sans doute aussi du groupe Amazazu (littéralement : "balles pour armes à feu"), composé d'officiers, qui multiplia meurtres politiques et crimes ethniques dans la période préparant le génocide.

Cet ancien élève de l'École de guerre en France avait participé en 1993 aux pourparlers d'Arusha, qui de-

vaient déboucher sur les accords du même nom prévoyant le multipartisme, la reconnaissance du FPR, l'ouverture du gouvernement à des personnalités non membres du parti présidentiel

MRND. Exaspéré par ces perspectives, il quittait Arusha le 8 janvier 1993, déclarant publiquement rentrer à Kigali pour "préparer l'apocalypse".

Jean Chatain